

Evolution des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité

Date de la contribution : 16/05/2025

Introduction

En préambule, la FNCCR rappelle qu'elle exprime le point de vue de ses membres exerçant les compétences d'autorités organisatrices de la distribution d'énergie (AODE) d'électricité ou ayant la nature d'entreprises publiques ou coopératives de distribution d'électricité (dites Entreprises Locales de Distribution – ELD).

Les prestations annexes proposées par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité relèvent, notamment pour ce qui concerne la méthodologie de tarification et de leur évolution, de la compétence de la CRE en vertu de l'article L. 341-3 du Code de l'énergie. Ces prestations sont proposées par les GRD en régie (ELD) ou dans le cadre des contrats de concession, conclus par les autorités organisatrices de la distribution publique d'électricité (ENEDIS ou ELD).

Ces prestations relèvent en effet des missions dévolues aux gestionnaires des réseaux de distribution d'électricité dont les tarifs sont déterminés conformément à l'article L341-3 du code de l'énergie.

Dans ces conditions, la FNCCR souhaite rappeler que le cahier des charges de la concession (ou le règlement de service des régies) encadre les conditions de réalisation de ces prestations annexes.

Questions relatives aux prestations d'acheminement

Question 1 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la modification de la prestation « Enquête » et les nouvelles modalités de communication et de traitement envisagées dans le cas d'une suspicion de fraude sur le dispositif de comptage ?

Favorable

Commentaire :

La FNCCR est favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la modification de la prestation « Enquête » et les nouvelles modalités de communication et de traitement envisagées dans le cas d'une suspicion de fraude sur le dispositif de comptage, dans la mesure où les suspicions de fraudes sont bien traitées par le fournisseur, qui sollicitera le GRD via le formulaire M002.

Question 2 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant le traitement des demandes de contrôle de tension instantané (sans pose d'enregistreur) ?

Favorable

Commentaire :

La FNCCR est favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant le traitement des demandes de contrôle de tension instantané (sans pose d'enregistreur), dans la mesure où Enedis et les GRD pourraient trouver les ressources organisationnelles pour pallier les difficultés rencontrées. Par ailleurs, avec les fonctionnalités du compteur Linky et la possibilité de l'interrogation à distance de la qualité de fourniture avec l'historique consultable, ce dispositif ne semble justifié qu'à la demande du client ou du fournisseur. Enfin, la demande d'Enedis ne semble pas pertinente, l'entreprise étant en mesure d'équiper ses agents sans que cela ne les encombre ou n'engage un fort investissement. De même, cette prestation est tout à fait gérable d'un point de vue organisationnel pour leurs équipes.

Question 3 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la modification de la prestation « Relevé spécial » ?

Favorable

Commentaire :

La FNCCR est globalement favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la modification de la prestation « Relevé spécial » et son application conditionnée au niveau de déploiement des compteurs communicants en territoire ELD et ZNI.

Quoique regrettant la facturation de la prestation de « relève spéciale » appliquée indistinctement aux usagers, qu'ils se soient

opposés ou pas à l'installation de LINKY, l'alignement des modalités applicables aux clients ne pouvant être équipés d'un compteur évolué pour impossibilité technique du fait du GRD, sur celles des clients équipés d'un compteur évolué « silencieux », pour lesquels la facturation additionnelle ne s'applique qu'à partir du troisième relevé demandé au cours d'une même année, nous semble une évolution louable.

Nous considérons cependant, que deux relèves gratuites ne sont pas suffisantes pour un client non équipé indépendamment de son fait et soucieux de ses consommations.

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE, visant à simplifier la prestation « Duplicata de document » en supprimant la condition « aux seuls documents de moins de 12 mois » ?

Favorable

Commentaire :

La FNCCR est favorable à l'orientation préliminaire de la CRE, visant à simplifier la prestation « Duplicata de document » en supprimant la condition « aux seuls documents de moins de 12 mois ».

Question 5 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'introduction d'une prestation « raccordement anticipé des producteurs en BT > 36 kVA » ?

Défavorable

Commentaire :

L'orientation préliminaire de la CRE concernant l'introduction d'une prestation « raccordement anticipé des producteurs en BT > 36 kVA » interroge notre fédération.

En effet, son caractère non expérimental interroge dans la mesure où la délibération TURPE 7 exige d'Enedis qu'elle recherche une solution de pilotage de la production BT. Cette prestation "raccordement anticipé des producteurs en BT > 36 kVA" ne devrait donc être prévue que dans la mesure où le pilotage de la production BT n'est pas possible.

Par ailleurs si cette prestation s'ajoutait à une éventuelle généralisation de quote-part S3REnR, cela pourrait trop peser sur les producteurs. Ne conviendrait-il donc pas dès lors dans un premier temps de déterminer l'évolution concernant cette éventuelle généralisation avant d'envisager ou non l'introduction de cette prestation ?

Par ailleurs, il semblerait que le produit de cette nouvelle prestation sera enregistré comme produit d'exploitation du GRD, ce qui n'était pas prévu dans la délibération TURPE 7 de la CRE du 13 mars 2025. Toutefois, les indemnités que cette prestation vise à compenser ont en principe été anticipées par Enedis, car une solution alternative devait être trouvée pour la révision du TURPE à mi-parcours.

Par conséquent, le produit de cette nouvelle contribution augmentera la marge du gestionnaire de réseau de distribution (GRD), car cette recette couvrira une charge déjà prise en compte par le TURPE. En fin de compte, les usagers du TURPE supporteront à la fois la contribution et l'indemnité des producteurs.

Enfin, si cette prestation semble nécessaire face à l'augmentation du nombre d'installations de production, étant entendu qu'elle ne s'appliquerait qu'aux demandes de raccordement anticipés des producteurs en BT > 36 kVA, elle ne doit cependant pas inciter Enedis à ne pas améliorer les délais de raccordement et devra donc faire l'objet d'un contrôle spécifique.

Question 6 : Avez-vous des remarques concernant l'introduction de cette prestation, les modalités tarifaires envisagées et les modalités de mise en œuvre pour les ELD ?

Oui

Commentaire :

L'introduction de cette prestation sur les zones de desserte des ELD doit se faire selon des modalités tarifaires et de mise en œuvre spécifiques.

Par ailleurs, la question se pose de savoir si cette solution est pertinente pour régler les problématiques. Le cas échéant, il conviendrait que les GRD gardent la main sur le coût facturé en fonction des GRD, avec des zones concernées différentes et des contraintes différentes.

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la modification de la prestation « Vérification visuelle sur le dispositif de comptage » ?

Favorable

Commentaire :

La FNCCR est favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'extension de la possibilité de demander une prestation « Vérification visuelle sur le dispositif de comptage ».

Question 8 : Partagez vous l'analyse de la CRE concernant la différenciation des tarifs associés à la prestation de « Vérification visuelle sur le dispositif de comptage » par catégorie de client ?

Oui

Commentaire :

La FNCCR partage pour partie l'analyse de la CRE concernant la différenciation des tarifs associés à la prestation de « Vérification visuelle sur le dispositif de comptage » par catégorie de client.

Cependant, s'agissant de comptage et d'un contrôle visuel, la différence de temps d'intervention entre le 36 kVA et les autres segments semble disproportionnée de sorte que la différence de prix pourrait paraître excessive. Une analyse plus fine du temps affiché par Enedis est nécessaire et en l'état, un forfait d'une heure, soit 100 euros, semble suffisant à nos adhérents, d'autant plus que les installations supérieures à 36 kVA ne sont pas forcément plus compliquées à contrôler.

Question 9 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'intégration du cas d'usage de « Passage à monophasé/triphasé ou triphasé/monophasé à iso-puissance » aux prestations proposées par les GRD d'électricité et aux modalités de facturation envisagées ?

Favorable

Commentaire :

La FNCCR est favorable à l'introduction d'un cas d'usage à la prestation existante, permettant la facturation des demandes de changements d'alimentation électrique sans modification de puissance.

Suivant la technologie et l'ancienneté des branchements, certains nécessitent une rénovation complète qui est du ressort et du financement du GRD lors d'un passage de tri à mono ou inversement. Une attention doit donc être apportée sur cette approche.

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'ajout au catalogue de la prestation « LinkyReady » en tant que prestation expérimentale incluant les lots 2 et 4, et l'intégration des lots 1, 3 et 5 dans la liste des prestations concurrentielles d'Enedis ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 11 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la tarification de la délivrance de l'autorisation de marquage (lot 2) ?

Ne se prononce pas

Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la prestation « Télé-action sous IP » ?

Oui

Commentaire :

Notre fédération partage l'avis de la CRE et est défavorable à cette proposition qui semble hors champs du monopole. Nous nous rangeons à l'avis de la CRE selon lequel Enedis doit définir les règles de raccordement, tout en laissant la possibilité à d'autres prestataires de proposer des services complémentaires. La prestation pourrait éventuellement être proposée par Enedis en complément, en tant que service clé en main.

Question 13 : Partagez vous l'analyse de la CRE sur la pérennisation de la prestation expérimentale « Analyse de la qualité d'alimentation » ?

Oui

Commentaire :

La FNCCR est favorable à la pérennisation de cette prestation gratuite sans restriction de son champ comme de ses conditions d'accès.

Question 14 : Partagez vous les orientations de la CRE concernant la limitation de l'accès à la prestation aux seuls fournisseurs, et la suppression de l'option relative à l'analyse des interruptions d'alimentation ?

Non

Commentaire :

Pour ce qui concerne la restriction de l'accès aux fournisseurs, une telle démarche reporterait la responsabilité de la demande aux fournisseurs et pourrait allonger les délais pour les clients demandeurs et entraînerait des conséquences sur le parcours client. Cette évolution s'inscrivant dans un contexte où la qualité de l'électricité délivrée pourrait de plus en plus se poser avec les fluctuations de tension induites par le développement des EnR, nous considérons que cette demande d'Enedis n'est pas pertinente.

Par ailleurs, d'autres acteurs - comme les AODE - sont également concernées par la qualité de la desserte et sa mesure tant à la maille d'un territoire (concession, commune ou zone infra-communale) que pour un usager.

Pour ce qui concerne la suppression de l'option relative à l'analyse des interruptions d'alimentation, nous partageons l'avis de la CRE (défavorable) sur ce point. En effet, si cette demande de suppression est motivée par le fait que la majorité des demandes, reçues pour cette deuxième option, concernent des demandes d'indemnisation à la suite d'une coupure, qui font l'objet d'un formulaire et d'un traitement séparé à part entière, il n'en demeure pas moins que des demandes ne sont pas motivées par ces demandes d'indemnisation. Dès lors, ces demandes résiduelles ne trouveraient-elles pas plus de solution ?

Questions relatives aux prestations à destination des responsables d'équilibre

Question 15 : Partagez vous l'analyse de la CRE sur la reconduction de la prestation expérimentale « Transmission anticipée en RecoTemp des Bilans détaillés par sous profil et par fournisseur/acheteur » (S515) ?

Oui

Commentaire :

La FNCCR est favorable à la reconduction de cette prestation expérimentale.